

Art. 25. Ce protocole d'accord remplace le protocole d'accord de 2013, qui est abrogé.

Ainsi conclu à Bruxelles le 19 octobre 2015.

Pour l'Etat fédéral :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme M. DE BLOCK

Art. 25. Dit protocolakkoord vervangt het protocolakkoord van 30 september 2013, dat wordt opgeheven.

Aldus overeengekomen te Brussel op 19 oktober 2015.

Voor de Federale Staat :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. M. DE BLOCK

Voor de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaams Gewest :

De Vlaamse Minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,
J. VANDEURZEN

Pour la Région Wallonne :

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Pour la Commission Communautaire Commune de Bruxelles-Capitale :
Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad :

Le Ministre, Membre du Collège Réuni, compétent pour la politique de la Santé, les Finances, le Budget, la Fonction publique, le Patrimoine et les Relations extérieures,
D. GOSUIN

De Minister, Lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, de Financiën, de Begroting, het Openbaar Ambt, het Patrimonium en de Externe Betrekkingen,
G. VANHENGEL

Pour le Collège de la Commission Communautaire Française de Bruxelles-Capitale :
Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

La Membre du Collège de la Commission communautaire française, compétente pour la Politique de Santé,
Mme C. JODOGNE

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:
Pour la Communauté germanophone :

Der Minister der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Familie, Gesundheit und Soziales,
A. ANTONIADIS

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

[C - 2015/24273]

19 OCTOBRE 2015. — Protocole d'accord conclu entre le Gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130, 135 et 138 de la Constitution, concernant la gestion et le financement de l'applicatif informatique (e-Cad) de gestion des agréments et des autorisations de pratique des professionnels des soins de santé

Vu les compétences respectives dont disposent l'Etat fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130, 135 et 138 de la Constitution, ci-après dénommées Communautés, sur le plan de la politique de santé;

Vu les compétences personnalisables en matière d'agrément des professionnels de santé visée dans l'article 5 § 1;

Considérant que la sixième réforme de l'Etat a transféré de nouvelles compétences en matière de santé (décrites dans la Loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat) vers les entités fédérées;

Considérant que certaines matières relatives à la politique de la santé (décrites dans la Loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat) continuent à relever de la compétence de l'Etat fédéral;

Considérant qu'il résulte de cette concertation, qu'au vu de la date de la fin de la période transitoire il n'est pas techniquement possible qu'un accord de coopération soit conclu et qu'il convient de passer par la solution transitoire du protocole d'accord pour les prochaines années;

Considérant que e-Cad est un applicatif informatique destiné à la gestion des processus de délivrance des visas et des agréments des professionnels de santé découlant de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

[C - 2015/24273]

19 OKTOBER 2015. — Protocolakkoord tussen de Federale Regering en de in artikel 128, 130, 135 en 138 van de Grondwet bedoelde overheden betreffende het beheer en de financiering van de applicatie (e-Cad) voor het beheer van de erkenningen en de praktijkvergunningen van de gezondheidszorgbeoefenaars

Gelet op de respectieve bevoegdheden waarover de Federale Staat en de in artikel 128, 128, 130, 135 en 138 van de Grondwet bedoelde overheden, hierna de Gemeenschappen, genoemd, op het vlak van het gezondheidsbeleid beschikken;

Gelet op de persoonsgebonden bevoegdheden inzake erkenning van de gezondheidszorgbeoefenaars bedoeld in artikel 5 § 1;

Overwegende dat in het kader van de zesde Staatshervorming nieuwe bevoegdheden op het vlak van gezondheid (krachtens de Bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming) naar de deelstaten werden overgedragen;

Overwegende dat bepaalde materies betreffende het gezondheidsbeleid (krachtens de Bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming) onder de bevoegdheid van de federale overheid blijven ressorteren;

Overwegende dat uit dit overleg blijkt dat, gezien de einddatum van de overgangperiode, het technisch niet haalbaar is om een samenwerkingsakkoord af te sluiten, en het raadzaam is om voor de komende jaren als voorlopige oplossing over te gaan tot een protocolakkoord;

Overwegende dat e-Cad een informatietoepassing is voor het beheer van de processen voor de uitreiking van de visa en de erkenningen van de gezondheidszorgbeoefenaars die voortvloeien uit de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;

Considérant que le présent accord vise à définir le mode de gestion et le mode de financement de la maintenance, de l'exploitation et des développements de l'applicatif informatique e-Cad utilisé par les parties signataires;

Il est décidé ce qui suit :

1. Généralités

Les parties signataires décident d'utiliser une version unique et commune de l'applicatif e-Cad hébergée par le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement (SPF SPSCAE) après le 31/12/2015. Si l'une des parties décide de quitter l'applicatif e-Cad, un préavis par écrit de 1 an doit être soumis par écrit aux autres parties signataires avant que ce départ puisse être effectif.

La période de préavis commence au 1^{er} janvier de l'année suivant la date de la notification de la décision de quitter l'applicatif e-Cad.

Toutes les parties signataires sont co-utilisateurs de l'applicatif e-Cad et co-responsable de son bon fonctionnement.

Un accord doit être conclu entre la communauté germanophone et une ou les deux autres communautés afin d'assurer la mise en œuvre de l'application de l'e-Cad sur le territoire de la Communauté germanophone.

Si une partie signataire décide de ne plus utiliser la version unique et commune de l'applicatif e-Cad, elle recevra une copie de l'applicatif e-Cad du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement (SPF SPSCAE) et les données qui lui sont nécessaires pour exercer ses compétences.

En plus du code source et de la base de données, les informations suivantes sont également transmises :

— Documentation complète et à jour comprenant l'analyse fonctionnelle et technique, les documents d'architecture de l'applicatif, le modèle de données logiques, les scénarios de tests, les notes des release, le manuel d'installation et les scripts qui décrivent la réinstallation dans le détail, les données des tests.

— Les changements suite aux évolutions et aux corrections doivent être également documentés. Le code source doit contenir suffisamment de commentaires pour indiquer clairement les changements et faire les liens avec les documents précités. Une liste de toutes les différentes versions et leurs fonctionnalités et les corrections des problèmes rencontrés depuis la première construction de l'applicatif.

— Les paramètres de connexion à l'applicatif et un aperçu des certificats de sécurité nécessaires à son bon fonctionnement; une description de l'infrastructure et des licences de logiciels nécessaires; les outils de développement et les caractéristiques des environnements de développement et d'exploitation.

Si les éléments ci-dessus sont insuffisants, la partie signataire désireuse de ne plus utiliser e-CAD, a droit jusqu'à 40 jours d'assistance technique gratuite pour compléter cette information.

Les données manipulées dans l'applicatif e-Cad alimentent la « Banque de données fédérale des professionnels des soins de santé » (cadastre) hébergée par le SPF SPSCAE.

La banque de données CoBRHA sur la plateforme e-Health est alimentée par la banque de données fédérale des professions des soins de santé précitée.

Si une partie signataire décide de ne plus utiliser e-Cad, elle s'engage à mettre en place en concertation avec les autres parties signataires dans son environnement informatique un système permettant d'échanger les données (liées aux prestataires de soins) nécessaires au fonctionnement des différents processus administratifs de toutes les parties signataires. Les autres parties signataires devront prendre les mesures nécessaires afin de pouvoir se connecter et d'envoyer des données et de réceptionner les données provenant du système précité. Ces dernières mesures ne relèvent pas de la responsabilité de la partie qui a décidé de cesser d'utiliser e-CAD.

Ce système doit garantir une même qualité des services et doit assurer une continuité dans la gestion des processus des différentes parties signataires.

2. Suivi d'un nouveau développement

Un Comité de pilotage du projet e-Cad est créé pour gérer l'applicatif e-Cad.

Overwegende dat dit akkoord bedoeld is om te bepalen hoe het onderhoud, de exploitatie en de ontwikkelingen van de door de ondertekenende partijen gebruikte informatietoepassing e-Cad beheerd en gefinancierd worden;

Is er het volgende beslist :

1. Algemeen

De ondertekenende partijen beslissen om na 31 december 2015 gebruik te maken van een unieke en gemeenschappelijke versie van de applicatie e-Cad, gehost door de FOD Volksgezondheid, Veiligheid en de Voedselketen en Leefmilieu (FOD VVVL). Indien een van de partijen beslist om niet langer gebruik te maken van de applicatie e-Cad, moet een schriftelijke opzegging van 1 jaar worden voorgelegd aan de andere ondertekenende partijen vooraleer deze opzegging van kracht kan worden.

De opzegperiode vangt aan op 1 januari van het jaar volgend op de datum waarop de beslissing om niet langer gebruik te maken van de applicatie e-Cad werd betekend.

Alle ondertekenende partijen zijn medegebruiker van de applicatie e-Cad en medeverantwoordelijk voor de goede werking ervan.

Er moet een akkoord bereikt worden tussen de Duitstalige Gemeenschap en een of twee andere Gemeenschappen om de uitvoering van de applicatie e-Cad op het grondgebied van de Duitstalige Gemeenschap te verzekeren.

Als een ondertekenende partij beslist om de unieke en gemeenschappelijke versie van de applicatie e-CAD niet meer te gebruiken, zal ze een volledige kopie van de applicatie e-CAD van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid en de Voedselketen en Leefmilieu (FOD VVVL) en de gegevens die nodig zijn voor de uitoefening van haar bevoegdheden, verkrijgen.

Naast de broncode en de databank worden ook de volgende gegevens doorgegeven :

— Volledige en actuele documentatie waaronder de functionele en technische analyse, de software-architectuurdocumenten, het logisch datamodel, de testscenario's, de release notes, de installatiehandleiding en de scripts die de herinstallatie in detail beschrijven, en de testdata.

— De evolutieve en correctieve wijzigingen moeten ook gedocumenteerd worden. De broncode moet voldoende commentaar bevatten om de wijzigingen duidelijk aan te duiden en te link te leggen met bovengenoemde documenten. Er moet ook een oplistings zijn van alle verschillende versies en hun functionaliteiten en van de bug-fixes sinds de initiële bouw van de applicatie.

— De instellingen om in te loggen op de applicatie en een overzicht van de veiligheidscertificaten die noodzakelijk zijn voor een goede werking ervan; een beschrijving van de infrastructuur en van de nodige softwarelicenties; de ontwikkeltools en de kenmerken van de ontwikkel- en exploitatieomgevingen.

Indien bovenstaande elementen onvoldoende aanwezig zijn, krijgt de ondertekenende partij die een einde wil maken aan het gebruik van e-CAD tot maximaal 40 dagen kosteloze technische ondersteuning om die informatie aan te vullen.

De gegevens uit e-Cad voeden de "Federale databank van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen" (kadaster), gehost door de FOD VVVL.

De databank CoBRHA op het e-Healthplatform wordt gevoed door de voormelde federale databank van de gezondheidszorgberoepen.

Indien een van de ondertekenende partijen beslist om niet langer gebruik te maken van e-Cad, verbindt zij zich ertoe om, in overleg met de andere ondertekenende partijen, in haar informaticaomgeving een systeem op te zetten dat het mogelijk maakt om de gegevens (gekoppeld aan de zorgverleners) uit te wisselen die nodig zijn voor de werking van de verschillende administratieve processen van alle ondertekenende partijen. De andere ondertekenende partijen zullen de nodige maatregelen moeten treffen om zich te kunnen verbinden, om gegevens te kunnen sturen en om de gegevens afkomstig van het voornoemde systeem te kunnen ontvangen. Die laatste maatregelen vallen buiten de verantwoordelijkheid van de partij die beslist e-CAD niet langer te gebruiken.

Dit systeem moet een zelfde kwaliteit van dienstverlening garanderen en de continuïteit in het procesbeheer van de verschillende ondertekenende partijen verzekeren.

2. Opvolging van een nieuwe ontwikkeling

Er wordt een Stuurgroep van het e-Cad-project opgericht om de applicatie e-Cad te beheren.

Chaque partie signataire dispose de maximum deux représentants et suppléants au sein de ce Comité de pilotage.

Le Comité de pilotage se réunira au minimum une fois par mois.

Un coordinateur préside ce Comité de pilotage.

Le coordinateur fournit l'agenda et les documents à traiter au minimum trois jours ouvrables avant la réunion et fait un compte-rendu de chaque réunion du Comité de pilotage alternativement en français ou néerlandais et le diffusera aux représentants des parties signataires.

2.1. Réception d'une demande de développement

Toutes les demandes de développement ou de corrections de l'applicatif e-Cad formulées par une partie signataire doivent être adressées au coordinateur.

Le coordinateur tient un inventaire permanent des demandes accessible sous format informatique par toutes les parties signataires.

Les développements de fonctionnalités communes à tous les parties signataires seront à favoriser.

Des développements de fonctionnalités spécifiques par une ou des parties signataires doivent être possibles. Voir point 2.6. de ce protocole.

2.2. Analyse d'une demande

Le coordinateur et le chef de projet informatique déterminent l'impact et la cohérence de la demande sur l'ensemble de l'applicatif e-Cad et sur les différentes parties signataires.

Le chef de projet informatique et son équipe évaluent :

- la faisabilité technique, en tenant compte que l'applicatif e-Cad est exploité en version unique, ce qui implique certaines contraintes de maintenabilité,

- les ressources nécessaires au développement ainsi qu'un planning,
- l'impact sur les coûts d'exploitation ou sur les investissements nécessaires en matériel.

2.3. Décision préalable aux nouveaux développements

Les analyses sont ensuite présentées et discutées dans des groupes fonctionnels dans lesquels sont invités toutes les parties signataires et finalement validées au Comité de pilotage.

Si le développement a un impact sur les autres parties signataires, leur accord préalable est nécessaire.

La répartition du financement des développements, entre les parties signataires, des développements est défini au sein du Comité de pilotage.

2.4. Planification du développement

Les développements de l'applicatif sont répartis dans des « releases » planifiés au sein du Comité de pilotage.

Le Comité de pilotage adaptera le planning global des développements pour insérer les nouveaux développements le cas échéant.

Le Comité de pilotage déterminera les dates des tests d'acceptance, de la validation et de la mise en production des releases.

2.5. Tests, validation et mise en production

Après chaque développement, l'équipe de projet ICT réalise des tests de l'applicatif, avant la mise à disposition aux parties signataires, basés sur un plan de test préalablement préparé et fourni, afin de vérifier que l'applicatif est conforme à l'analyse fonctionnelle et si l'ensemble de l'applicatif fonctionne toujours correctement.

Ensuite, les parties signataires réaliseront les tests d'acceptance business et fourniront un rapport des tests au coordinateur. Après la phase de test et la phase de correction des points bloquants décelés dans cette phase de test, les parties signataires valideront la mise en production de l'applicatif.

Le Comité de pilotage et le service d'encadrement ICT détermineront ensemble le moment pour mettre en production la nouvelle version de l'applicatif, en essayant d'avoir le moins d'impact sur la continuité des processus des parties signataires.

2.6. Développements spécifiques

Pour des développements spécifiques à une partie prenante, une organisation en sous-projet pour ce développement peut être mise en place. Ce type de projet est suivi par un groupe de projet comprenant la ou les parties signataires concernées par ce projet.

Un rapportage régulier vers le Comité de pilotage de l'applicatif e-Cad doit avoir lieu.

Elle est soumise à l'approbation du Comité de pilotage. Elle est soumise à l'approbation du Comité de pilotage.

Elle est soumise à l'approbation du Comité de pilotage.

Elle est soumise à l'approbation du Comité de pilotage.

Elle est soumise à l'approbation du Comité de pilotage.

2.1. Ontvangst van een ontwikkelingsaanvraag

Alle aanvragen voor ontwikkeling of correctie van de applicatie e-Cad geformuleerd door een van de ondertekenende partijen moeten worden gericht aan de coördinator.

De coördinator houdt een permanente inventaris bij van de aanvragen die in elektronisch formaat toegankelijk is voor alle ondertekenende partijen.

Ontwikkelingen van gemeenschappelijke functionaliteiten voor alle ondertekenende partijen moeten gestimuleerd worden.

Ontwikkelingen van specifieke functionaliteiten door een of meer van de ondertekenende partijen moeten mogelijk zijn. Zie punt 2.6 van dit protocol.

2.2. Analyse van een aanvraag

De coördinator en de IT-projectleider bepalen de impact en de coherentie van de aanvraag voor de ganse applicatie e-Cad en voor de verschillende ondertekenende partijen.

De IT-projectleider en zijn team evalueren :

- de technische haalbaarheid, rekening houdend met het feit dat de applicatie e-cad geëxploiteerd wordt als unieke versie, wat een aantal beperkingen qua instandhouding impliceert,

- de vereiste middelen voor de ontwikkeling en een planning,
- de impact op de exploitatiekosten of op de nodige investeringen in materiaal.

2.3. Beslissing voorafgaand aan nieuwe ontwikkelingen

De analyses worden vervolgens voorgelegd aan en besproken in functionele werkgroepen waartoe alle ondertekenende partijen uitgenodigd zijn en worden ten slotte formeel goedgekeurd in de Stuurgroep.

Indien de ontwikkeling een impact heeft op de andere ondertekenende partijen is hun voorafgaande instemming vereist.

De verdeling van de financiering van de ontwikkelingen tussen de ondertekenende partijen wordt bepaald in de Stuurgroep.

2.4. Planning van de ontwikkeling

De ontwikkelingen van de applicatie worden onderverdeeld in "releases" die gepland worden in de Stuurgroep.

De Stuurgroep zal de globale planning van de ontwikkelingen aanpassen om zo nodig de nieuwe ontwikkelingen in te lassen.

De Stuurgroep zal de data bepalen voor de acceptatietesten, de validatie en de releases.

2.5. Testen, validatie en ingebruikname

Na elke ontwikkeling en vóór de applicatie ter beschikking wordt gesteld van de ondertekenende partijen voert het ICT-projectteam testen uit, op basis van een vooraf opgesteld en aangeleverd testplan, om na te gaan of de applicatie conform de functionele analyse is en of het geheel nog correct functioneert.

Vervolgens zullen de ondertekenende partijen de business acceptatietesten uitvoeren en een verslag van die testen bezorgen aan de coördinator. Na de testfase en het corrigeren van de knelpunten die tijdens deze testfase aan het licht kwamen, zullen de ondertekenende partijen de ingebruikname van de applicatie valideren.

De Stuurgroep en de Stafdienst ICT zullen samen het moment bepalen waarop de nieuwe versie van de applicatie in gebruik zal worden genomen, ervoor zorgend dat er zo weinig mogelijk impact is op de continuïteit van de processen van de ondertekenende partijen.

2.6. Specifieke ontwikkelingen

Voor ontwikkelingen die specifiek bedoeld zijn voor een van de betrokken partijen, kan een deelproject voor deze ontwikkeling worden opgestart. Dit soort project wordt opgevolgd door een Projectgroep met de ondertekenende partijen die bij dit project betrokken zijn.

Op geregelde tijdstippen wordt hierover verslag uitgebracht aan de Stuurgroep van de applicatie e-Cad.

Si le projet a un impact sur les autres parties signataires (fonctionnement de l'applicatif, planning des développements,...), les autres parties signataires doivent être consultés et doivent valider la mise en production et les modifications de la planification des développements.

3. Responsabilités spécifiques concernant la qualité des développements

3.1. Responsabilité du chef de projet e-Cad

Gestion de l'équipe informatique et respecter les exigences (requirements) définies par le Comité de pilotage.

3.2. Responsabilité du Coordinateur

— Vérification de la cohérence des développements.

— Assurer la coordination des tests d'acceptance business. Un test d'acceptance business consiste en une validation du fonctionnement de l'applicatif modifiée après tout nouveau développement.

3.3. Responsabilité du Comité de pilotage e-Cad (des représentants de toutes les parties signataires) :

— Responsabilité finale de l'applicatif e-CAD.

— Approuver le contenu des releases.

— Contrôler si les projets sont sur la bonne voie pour atteindre les objectifs (validation des rapports d'avancement et gestion des risques et événements).

— Valider le bon fonctionnement de l'applicatif après la phase de test d'acceptance de tous les partenaires suite à un nouveau développement ou une maintenance dans l'applicatif. Il donne l'autorisation de mise en production des nouveaux développements. Il procède à l'analyse, le suivi et la gestion des risques.

— Constate et approuve la fin d'un release.

4. Service Level Agreement/règlement d'ordre intérieur, Documentation et gestion des litiges

4.1. Règlement d'ordre intérieur/Service Level Agreement

Le Service d'encadrement ICT en concertation avec le Comité de pilotage rédigera un règlement d'ordre intérieur et Service Level Agreement (respectant les prescriptions de ce protocole d'accord) avant le 1^{er} janvier 2016 qui précisera :

— la procédure détaillée pour soumettre une demande d'un nouveau développement

— les modes de décisions

— la procédure de correction d'un point bloquant

— la méthode et le timing pour réaliser les tests et validation

— la qualité des services

— la gestion des environnements d'exploitation de l'applicatif e-Cad

— la mode de suivi du budget et de l'avancement des projets

— le rapport mensuel sur la disponibilité et les performances de l'applicatif.

4.2. Documentation

L'équipe de projet informatique tient à jour la documentation des modifications de l'applicatif e-Cad et documente le code source.

Cette documentation est à disposition des organisations des parties signataires dans une librairie informatique partagée.

Une copie de la dernière version des templates sera aussi mise à disposition en lecture dans une librairie informatique partagée.

4.3. Gestion des litiges et désaccords

En cas de désaccord ou litige (sur le planning, les développements,...) au sein du Comité de pilotage, une réunion entre les responsables des différentes administrations des parties signataires doit être prévue pour trouver une solution.

5. Autres activités du coordinateur

Le coordinateur est responsable de la formation de nouveaux utilisateurs des parties signataires (à l'exception des développements spécifiques visés par le point 2.6. de ce protocole).

Le coordinateur est responsable de la formation des utilisateurs suite à des modifications de l'applicatif e-Cad.

Le coordinateur soutiendra les parties signataires dans la gestion du changement lors des modifications de l'applicatif e-Cad.

Autres responsabilités du coordinateur :

— contrôler la cohérence des développements, surveiller le budget disponible et faire un rapport régulier

Indien het project een impact heeft op de andere ondertekenende partijen (werking van de applicatie, planning van de ontwikkelingen,...), moeten de andere ondertekenende partijen geraadpleegd worden en moeten ze de ingebruikname en de wijzigingen aan de planning van de ontwikkelingen valideren.

3. Specifieke verantwoordelijkheden met betrekking tot de kwaliteit van de ontwikkelingen

3.1. Verantwoordelijkheid van de e-Cad-projectleider

Beheer van het informaticateam en naleven van de vereisten (requirements) bepaald door de Stuurgroep.

3.2. Verantwoordelijkheid van de Coördinator

— Controleren van de coherentie van de ontwikkelingen.

— Verantwoordelijk voor de coördinatie van de business acceptatietesten. Een Business acceptatietest is een validatie van de werking van de applicatie die na iedere nieuwe ontwikkeling gewijzigd wordt.

3.3. Verantwoordelijkheid van de e-Cad Stuurgroep (van de vertegenwoordigers van alle ondertekenende partijen) :

— Eindverantwoordelijkheid over de applicatie e-CAD.

— Goedkeuring van de inhoud van de releases.

— Controle van het feit of de projecten op koers liggen om de doelstellingen te bereiken (validatie voortgangsrapporten en beheren van de risico's en issues).

— Goedkeuring van de goede werking van de applicatie na de fase van acceptatietesten door alle partners ingevolge een nieuwe ontwikkeling of een onderhoud in de applicatie. De toestemming geven voor het in gebruik nemen van de nieuwe ontwikkelingen en overgaan tot de analyse, de opvolging en het beheer van de risico's.

— Keurt het einde en afsluiten van een release goed.

4. Service Level Agreement/huishoudelijk reglement, documentatie en geschillenbeheer

4.1. Huishoudelijk reglement/Service Level Agreement

De Stafdienst ICT zal vóór 1 januari 2016 in overleg met het Stuurgroep een huishoudelijk reglement en een Service Level Agreement opstellen (met inachtneming van de voorschriften van dit protocolakkoord) waarin volgende zaken worden omschreven :

— de gedetailleerde procedure voor het indienen van een aanvraag voor een nieuwe ontwikkeling

— de wijze waarop beslissingen worden genomen

— de procedure voor het corrigeren van een knelpunt

— de methode en de timing voor het uitvoeren van de tests en de validatie

— de kwaliteit van de dienstverlening

— het beheer van de exploitatieomgevingen van de applicatie e-Cad

— de manier van opvolging van het budget en de voortgang van de projecten

— de maandelijkse rapportering over de beschikbaarheid en prestaties van de applicatie.

4.2. Documentatie

Het IT-projectteam houdt de documentatie over de wijzigingen aan de applicatie e-Cad bij en documenteert de broncode.

Deze documentatie staat ter beschikking van de organisaties van de ondertekenende partijen in een gedeelde IT-bibliotheek.

Een kopie van de laatste versie van de templates zal ook ter lezing ter beschikking worden gesteld in een gedeelde IT-bibliotheek.

4.3. Beheer van de geschillen en meningsverschillen

In geval van een meningsverschil of een geschil (over de planning, de ontwikkelingen,...) binnen de Stuurgroep, moet een bijeenkomst van de verantwoordelijken van de verschillende administraties van de ondertekenende partijen worden gepland om een oplossing te vinden.

5. Andere activiteiten van de coördinator

De coördinator is verantwoordelijk voor de opleiding van nieuwe gebruikers van de ondertekenende partijen (met uitzondering van de specifieke ontwikkelingen bedoeld in punt 2.6. van dit protocol).

De coördinator is verantwoordelijk voor de opleiding van de gebruikers ingevolge wijzigingen aan de applicatie e-Cad.

De coördinator ondersteunt de ondertekenende partijen bij het beheren van de wijzigingen indien die worden aangebracht aan de applicatie e-Cad.

Andere verantwoordelijkheden van de Coördinator :

— de coherentie van de ontwikkelingen controleren en het beschikbare budget bewaken en hier regelmatig over rapporteren

— soutenir la phase de démarrage des projets et entre autre contrôler les livrables comme une chartre de projet, un scope document,...

— suivre le planning des releases et les plannings des projets contenus dans un release

— faciliter la communication entre les divers acteurs

— assurer la réutilisation des leçons apprises et des solutions de projets déjà réalisés

— surveiller l'utilisation des normes et standards convenus

— guider et contrôler l'analyse business, entre autre fournir de l'input à cette analyse

— coordonne les tests d'acceptance business.

Le coordinateur est engagé par le SPF SPSCAE et est sous la responsabilité hiérarchique du Directeur Général de la Direction Générale Soins de Santé.

Le coordinateur doit pouvoir communiquer suffisamment en néerlandais et en français.

6. Equipe informatique

6.1. L'équipe informatique en charge du développement de l'application e-Cad fait partie du Service d'encadrement ICT du SPF SPSCAE.

Sa composition variera en fonction du volume et de la nature des demandes de développements (analyste, architecte, développeur, chef de projet).

6.2. Le chef de projet informatique :

— est responsable de fournir les produits prédéfinis avec la qualité prédéfinie dans un temps et un coût prédéfini

— s'assure que les produits livrés fourniront les bénéfices attendus

— surveille et contrôle l'avancement du projet dans les tolérances définies par le Comité de pilotage

— s'assure que tous les risques, la qualité et les résultats sont enregistrés et contrôlés

— prépare des rapports lorsqu'une situation peut menacer les tolérances définies

— propose un plan d'ajustement si nécessaire.

6.3. Les membres de l'équipe informatique impliqués dans le projet remplissent des « timesheets » qui seront utilisés par le chef de projet et le coordinateur pour faire un reporting au minimum mensuel en jours-hommes prestés auprès des parties signataires et pour chaque projet.

Ce reporting portera également sur la répartition des jours-hommes entre les parties signataires.

6.4. Le service d'encadrement ICT propose un reporting mensuel sur :

— les budgets de maintenance et d'exploitation

— les problèmes (informatiques) rencontrés et solutionnés.

7. Helpdesk

Pour chaque administration partenaire, un compte utilisateur est créé dans le Service-Now du ServiceDesk Informatique du SPF SPSCAE. Service-Now est une plateforme permettant la gestion des métiers IT, des incidents et des demandes d'intervention provenant des fonctionnaires des parties signataires utilisant les outils informatiques.

Une personne dans chaque administration sera l'unique responsable de l'encodage des questions ou demandes dans le Service-Now du SPF SPSCAE. Cette personne pourra disposer d'un back-up en cas d'absence.

L'équipe informatique répondra par email ou à travers le Service-Now.

Le Service d'encadrement ICT répondra aux questions ou trouvera une solution dans les meilleurs délais possibles (best effort). Le Service d'encadrement ICT est actif entre 8 heures et 17 heures du lundi au vendredi.

8. Financement

Les entités signataires participent au financement de l'exploitation, de la maintenance et des développements de l'application e-Cad selon les modalités suivantes :

8.1. Coordinateur

Le SPF SPSCAE assume les coûts liés au coordinateur.

— de opstartfase van projecten begeleiden en onder andere de deliverables zoals projectcharters, scope documenten, enz. controleren

— de planning van de releases en de plannings van de projecten binnen een release opvolgen

— de communicatie tussen de diverse actoren faciliteren

— ervoor zorgen dat de lessen die geleerd zijn en de oplossingen van projecten die al gerealiseerd zijn, opnieuw gebruikt worden

— toezien op het gebruik van de overeengekomen normen en standaarden

— de business analyse begeleiden en controleren, onder andere input bij die analyse leveren

— de business acceptatietesten coördineren.

De coördinator wordt aangeworven door de FOD VVVL en staat onder de hiërarchische verantwoordelijkheid van de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Gezondheidszorg.

De coördinator moet voldoende kunnen communiceren in het Nederlands en in het Frans.

6. IT-team

6.1. Het informaticateam belast met de ontwikkeling van de applicatie e-Cad maakt deel uit van de Stafdienst ICT van de FOD VVVL.

De samenstelling ervan zal variëren in functie van het aantal en de aard van de aanvragen voor ontwikkelingen (analist, ontwerper, ontwikkelaar, projectleider).

6.2. De IT-projectleider :

— is verantwoordelijk voor het afleveren van de afgesproken producten, met de afgesproken kwaliteit, binnen de afgesproken tijd en voor de afgesproken kost

— verzekert zich ervan dat de afgeleverde producten de verwachte baten zullen opleveren

— bewaakt en controleert de voortgang van het project binnen de toleranties, zoals vastgelegd door het Stuurgroep

— ziet erop toe dat alles rond risico's, kwaliteit en resultaten wordt geregistreerd en beheerst

— stelt rapporten op over situaties die de vastgestelde toleranties kunnen bedreigen

— stelt een afwijkingsplan op indien noodzakelijk.

6.3. De leden van het informaticateam die betrokken zijn bij het project vullen "timesheets" in die door de projectleider en de coördinator gebruikt zullen worden om ten minste maandelijks aan de ondertekenende partijen verslag uit te brengen over het aantal gepresteerde mandagen en ook voor elk project.

Deze rapportering zal ook betrekking hebben op de verdeling van de mandagen tussen de ondertekenende partijen.

6.4. De stafdienst ICT stelt een maandelijks rapportering voor over :

— de onderhouds- en exploitatiebudgetten

— de ondervonden en opgeloste (IT-)problemen.

7. Helpdesk

Voor elke partneradministratie wordt een gebruikersaccount gecreëerd in het Service-Now-platform van de IT ServiceDesk van de FOD VVVL. Service-Now is een platform voor het beheren van de IT-processen, de incidenten en de aanvragen voor een tussenkomst vanwege de ambtenaren van de ondertekenende partijen die gebruik maken van de informaticatools.

Eén persoon in elke administratie zal de unieke verantwoordelijke zijn voor het coderen van de vragen of aanvragen in Service-Now van de FOD VVVL. Deze persoon zal kunnen beschikken over een back-up in geval van afwezigheid.

Het informaticateam zal per mail of via Service-Now antwoorden.

De stafdienst ICT zal zo spoedig mogelijk (best effort) de vragen beantwoorden of een oplossing vinden. De Stafdienst ICT is operationeel tussen 8 uur en 17 uur van maandag tot vrijdag.

8. Financiering

De ondertekenende partijen dragen bij tot de financiering van de exploitatie, het onderhoud en de nieuwe ontwikkelingen van de applicatie e-Cad volgens de onderstaande modaliteiten :

8.1. Coördinator

De FOD VVVL neemt de kosten verbonden aan de coördinator voor zijn rekening.

8.2. Frais de maintenance et d'exploitation

Les coûts liés à la maintenance et l'exploitation de l'applicatif e-Cad attendus pour 2016 sont de 177 000 € et sont répartis entre les parties signataires selon la clé de répartition suivante :

- Gouvernement fédéral 1/3
- Communauté flamande 1/3
- Communauté française 1/3.

8.3. Frais de développements

Les coûts estimés pour 2016 nécessaires aux développements de l'applicatif sont de 573 000 euros et sont répartis entre les parties signataires selon la clé de répartition suivante :

- Gouvernement fédéral 1/3
- Communauté flamande 1/3
- Communauté française 1/3.

Si un budget supplémentaire est nécessaire en cours d'année, une proposition d'ajustement budgétaire sera soumise par le Comité de pilotage.

La répartition du financement des développements spécifiques cités au point 2.6. de ce protocole est définie par le Comité de pilotage au cas par cas :

- soit financement par le budget de développements communs
- soit financement par un budget de la ou les administration(s) concernées par ces développements spécifiques.

8.4. Financement après 2016

Le Fédéral doit informer en temps utiles les Communautés, le coordinateur et l'équipe informatique, des modifications légales prévues pour l'année suivante (X+1) qui auront un impact sur l'applicatif e-Cad en vue de budgétiser les développements nécessaires l'année suivante (X+1).

Chaque année X avant avril, le service d'encadrement ICT du SPF SPSCAE et le coordinateur en concertation avec les parties signataires au sein du Comité de pilotage détermineront les coûts nécessaires de maintenance et d'exploitation et de développement pour l'année suivante (X+1).

La répartition des coûts estimés pour chaque année respectera la clé de répartition précitée pour les frais de développements et les frais de maintenance et d'exploitation :

- Gouvernement fédéral 1/3
- Communauté flamande 1/3
- Communauté française 1/3.

Si un budget supplémentaire est nécessaire en cours d'année, une proposition d'ajustement budgétaire sera soumise par le Comité de pilotage.

La répartition du financement des développements spécifiques cités au point 2.6. de ce protocole est définie par le Comité de pilotage au cas par cas :

- soit financement par le budget de développements communs
- soit financement par un budget de la ou les administration(s) concernées par ces développements spécifiques.

8.5. Mécanisme de financement (encore à vérifier par le budget)

Les montants estimés par le Comité de pilotage seront inscrits dans les propositions du budget du SPF SPSCAE lors de la confection du budget en avril de l'année X qui précède la réalisation des développements.

Les services d'encadrement B&Cg et ICT du SPF SPSCAE tiendront à jour une comptabilité analytique.

8.2. Onderhouds- en exploitatiekosten

De verwachte kosten verbonden aan het onderhoud en de exploitatie van de applicatie e-Cad voor 2016 bedragen € 177 000 en worden verdeeld onder de ondertekenende partijen volgens onderstaande verdeelsleutel :

- Federale Regering 1/3
- Vlaamse Gemeenschap 1/3
- Franse Gemeenschap 1/3.

8.3. Ontwikkelingskosten

De geraamde kosten voor 2016 die nodig zijn voor de ontwikkelingen van de applicatie bedragen 573.000 euro en worden verdeeld onder de ondertekenende partijen volgens onderstaande verdeelsleutel :

- Federale Regering 1/3
- Vlaamse Gemeenschap 1/3
- Franse Gemeenschap 1/3.

Indien een bijkomend budget vereist is in de loop van dat jaar, dan zal er een voorstel tot budgetaanpassing aan de Stuurgroep worden voorgelegd.

De verdeling van de financiering van de specifieke ontwikkelingen vermeld in punt 2.6. van dit protocol wordt per geval bepaald door het Stuurgroep :

- ofwel een financiering door het budget voor gemeenschappelijke ontwikkelingen;
- ofwel een financiering door een budget dat ter beschikking wordt gesteld door de administratie(s) betrokken bij die specifieke ontwikkelingen.

8.4. Financiering na 2016

De Federale Overheid moet de Gemeenschappen, de coördinator en het informatieteam te gelegener tijd op de hoogte brengen van de geplande wettelijke wijzigingen voor het komende jaar (X+1) die een impact zullen hebben op de applicatie e-Cad met het oog op het budgetteren van de ontwikkelingen die het daaropvolgende jaar (X+1) nodig zullen zijn.

Elk jaar X vóór april, zullen de stafdienst ICT van de FOD VVVL en de coördinator, in overleg met de ondertekenende partijen binnen het Stuurgroep bepalen welke de nodige ontwikkelings- en Onderhouds- en exploitatiekosten zijn voor het komende jaar (X+1).

Voor de ontwikkelings- en Onderhouds- en exploitatiekosten zal de verdeling van de geraamde kosten voor elk jaar gebaseerd zijn op de voormelde verdeelsleutel :

- Federale Regering 1/3
- Vlaamse Gemeenschap 1/3
- Franse Gemeenschap 1/3.

Indien een bijkomend budget vereist is in de loop van dat jaar, dan zal er een voorstel tot budgetaanpassing aan de Stuurgroep worden voorgelegd.

De verdeling van de financiering van de specifieke ontwikkelingen vermeld in punt 2.6. van dit protocol wordt per geval bepaald door de Stuurgroep :

- ofwel een financiering door het budget voor gemeenschappelijke ontwikkelingen;
- ofwel een financiering door een budget dat ter beschikking wordt gesteld door de administratie(s) betrokken bij die specifieke ontwikkelingen.

8.5. Financieringsmechanisme (nog te verifiëren door Budget)

De door de Stuurgroep geraamde bedragen zullen worden opgenomen in de budgetvoorstellen van de FOD VVVL bij de opmaak van de begroting in april van het jaar X dat voorafgaat aan de verwezenlijking van de ontwikkelingen.

De Stafdiensten B&Bc en ICT van de FOD VVVL zullen een analytische boekhouding bijhouden.

Au début de l'année X+1, le SPF SPSCAE envoie une facture à la Communauté française et la Communauté flamande afin de les inviter à régler les frais fixes et les frais de développement des 6 premiers mois.

Par la suite, le SPF SPSCAE enverra une facture en juin et en septembre à la Communauté française et la Communauté flamande afin de les inviter à régler les frais pour chaque 3 mois. Le développement ne commencera qu'après réception des recettes.

Si les crédits initiaux prévus pour e-CAD inscrits dans le budget du SPF SPSCAE ne sont pas suffisants, un ajustement budgétaire sera à envisager. Un ajustement du budget est réalisé en général en février de chaque année et les crédits acceptés sont mis à disposition du SPF SPSCAE après le vote de la loi d'ajustement par la Chambre et après signature de la loi par le Roi (normalement début juillet).

Si les crédits initiaux prévus pour e-CAD inscrits dans le budget du SPF SPSCAE ne sont pas utilisés entièrement suite à une décision du Comité de pilotage (par exemple, de ne pas mettre en œuvre certains développements), la facture à concurrence de ce crédit non utilisé ne sera pas envoyée à la Communauté française et la Communauté flamande.

9. Protection de la vie privée et responsabilité du traitement des données

Le Comité de pilotage veillera au respect de la législation concernant la protection de la vie privée et sur le traitement des données personnelles.

Réalisé à Bruxelles, le 19 octobre 2015 en 6 exemplaires originaux.

Pour l'Etat fédéral :

La Ministre des Affaires Sociales et de la Santé publique,
Mme M. DE BLOCK

Voor de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaams Gewest :
De Vlaams Minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,
J. VANDEURZEN

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,
Mme J. MILQUET

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:
Pour la Communauté germanophone :

Der Minister der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Familie, Gesundheit und Soziales,
A. ANTONIADIS

Bij het begin van het jaar X+1, stuurt de FOD VVVL een factuur naar de Vlaamse Gemeenschap en Franse Gemeenschap om hen te verzoeken de vaste kosten en de ontwikkelingskosten voor de eerste 6 maanden te betalen.

Vervolgens zal de FOD VVVL een factuur in juni en september naar de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap sturen om hen te verzoeken de kosten voor telkens 3 maanden te betalen. Er zal pas gestart worden met de ontwikkeling na ontvangst van de verschuldigde bedragen.

Indien de initieel voorziene kredieten voor e-CAD ingeschreven in de begroting van de FOD VVVL ontoereikend zijn, zal een budgettaire herschikking overwogen moeten worden. Een aanpassing van de begroting gebeurt over het algemeen in februari van elk jaar en de goedgekeurde kredieten worden ter beschikking gesteld van de FOD VVVL na de stemming over de aanpassingswet door de Kamer en na ondertekening van de wet door de Koning (normaliter begin juli).

Indien de initieel voorziene kredieten voor e-CAD ingeschreven in de begroting van de FOD VVVL niet volledig worden aangewend ingevolge een beslissing van het Stuurgroep (bijvoorbeeld om bepaalde ontwikkelingen niet uit te voeren), zal voor dit niet aangewende krediet, geen factuur naar de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap verstuurd worden.

9. Bescherming van de privacy en aansprakelijkheid voor de verwerking van de gegevens

De Stuurgroep zal toezien op de naleving van de wetgeving betreffende de bescherming van de privacy en de verwerking van persoonsgegevens.

Opgemaakt te Brussel, op 19 oktober 2015, in 6 originele exemplaren.

Voor de Federale Staat :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C - 2015/24278]

19 OCTOBRE 2015. — Protocole d'accord conclu entre le gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130, 135 et 138 de la Constitution, concernant la politique de santé à mener à l'égard des malades chroniques : Plan Conjoint en faveur des malades chroniques - Des soins intégrés pour une meilleure santé

Vu les compétences respectives dont disposent l'Etat fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130 et 135 de la Constitution, ci-après dénommées Communautés/Régions, sur le plan de la politique de la santé à mener à l'égard des malades chroniques;

Vu la déclaration conjointe de la Conférence Interministérielle Santé publique concernant les soins intégrés en faveur des malades chroniques, du 30 mars 2015;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C - 2015/24278]

19 OKTOBER 2015. — Protocolakkoord gesloten tussen de federale regering en de overheden bedoeld in de artikelen 128, 130, 135 en 138 van de Grondwet, over het gezondheidsbeleid inzake chronisch zieken : Gemeenschappelijk Plan voor chronisch zieken - Geïntegreerde Zorg voor een betere gezondheid

Gelet op de respectieve bevoegdheden van de federale Staat en van de overheden bedoeld in de artikelen 128, 130 en 135 van de Grondwet, hierna de Gemeenschappen/Gewesten genoemd, wat betreft het gezondheidsbeleid inzake chronisch zieken;

Gelet op de Gemeenschappelijke Verklaring van de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid over de geïntegreerde zorg voor chronisch zieken van 30 maart 2015;